

D-2024-536

ARRÊTE MODIFICATIF CONJOINT
Portant interdiction temporaire de circulation
sur la Route Départementale n° 179
du PR 23+750 au PR 26+060
Commune de VAUX D'AMOGNES
En et hors agglomération

Le Président du conseil départemental,
Le maire de Vaux d'Amognes,

VU la loi n° 82.213 du 2 Mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et Régions,

VU le Code de la Route,
VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

VU l'arrêté n° D-2024-437 du 30 mai 2024, portant délégations de signatures au sein de la Direction générale adjointe de l'Aménagement et du développement des Territoires,

VU l'avis favorable de la mairie de Guérigny en date du 24 juin 2024,

VU l'avis favorable de la mairie de Poiseux en date du 24 juin 2024,

VU l'arrêté initial n° D 2024-383 du 16 mai 2024,

CONSIDÉRANT que pour permettre les travaux d'enduit de la chaussée, il y a lieu d'interdire la circulation de tous les véhicules sur la route départementale n° 179,

ARRETEMENT

Article 1^{er}:

La date de fin de travaux définie à l'article 1^{er} de l'arrêté n° D-2024-383 du 16 mai 2024 est reportée au 19 juillet 2024.

Article 2 :

Les autres dispositions de l'arrêté n° D 2024-383 du 16 mai 2024 restent inchangées.

Article 3 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Président du conseil départemental de la Nièvre, soit hiérarchique auprès de Monsieur le Préfet de la Nièvre, dans les deux mois suivant sa notification. Un recours contentieux peut être déposé auprès du Tribunal administratif de Dijon, également dans le délai de deux mois à compter de sa notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme de deux mois valant rejet implicite.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 4 :

- Monsieur le Directeur Général des Services du Département de la Nièvre,
- Monsieur le Colonel, commandant le groupement de Gendarmerie de la Nièvre,
- Monsieur le maire de Vaux d'Amognes,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à

- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de la Nièvre.
- Les mairies de Guérigny et Poiseux,

A Vaux d'Amognes, le
Le maire

G. NICHON



A Nevers, le 01 JUIL 2024
P/° Le Président du conseil départemental
et par délégation,
Le Chef du Service Mobilités

A handwritten signature in blue ink that reads "Olivier CHESNEAU".

Olivier CHESNEAU

Publié le 01/07/2024

Fabien BAZIN, Président du Conseil départemental de la Nièvre

